



A R R E S T
D E L A C O U R
D E P A R L E M E N T .

*QUI condamne PIERRE RENAULT fils
à être rompu vif, par l'Exécuteur de la Haute-
Justice, sur un échafaud qui pour cet effet sera
dressé dans la Place publique de la ville de Saint-
Pierre-le-Moutier ; ledit PIERRE RENAULT fils
préalablement appliqué à la question ordinaire &
extraordinaire, pour avoir étranglé FRANÇOISE
GALLACHOT, Domestique ci-devant au service
de JEAN RENAULT pere.*

EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT.

Du quinze Octobre mil sept cent quatre-vingt-quatre.

VU par la Chambre des Vacations le procès
criminel fait par le Lieutenant Criminel au
Bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier, à la requête
du Substitut du Procureur Général du Roi audit
Siège, demandeur & accusateur, contre Jean &

Pierre Renault, pere & fils, défendeurs & accusés, prisonniers ès prisons de la Conciergerie du Palais à Paris. La Sentence rendue sur ledit procès le 6 Août 1784, par laquelle il a été ordonné qu'il seroit plus amplement informé des cas mentionnés au procès contre lesdits Jean & Pierre Renault, pere & fils, dans un an, pendant lequel temps lesdits accusés tiendroient prison; à la prononciation de laquelle Sentence le Substitut du Procureur Général du Roi audit Bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier a déclaré en être appellant à *minimâ*. Conclusions du Procureur Général du Roi. Ouis & interrogés en la Chambre lesdits Jean & Pierre Renault, pere & fils, sur les faits résultans du procès: Tout considéré.

LA CHAMBRE faisant droit sur l'appel à *minimâ*, met l'appellation & Sentence de laquelle a été appelé au néant; émendant, pour les cas résultans du procès, condamne ledit Pierre Renault fils à avoir les bras, jambes, cuisses & reins rompus vif, par l'Exécuteur de la Haute-Justice, sur un échafaud qui pour cet effet sera dressé dans la Place publique de Saint-Pierre-le-Moutier; ce fait, mis sur une roue, la face tournée vers le ciel, pour y demeurer tant & si longtems qu'il plaira à Dieu lui

conserver la vie ; ledit Pierre Renault fils préalablement appliqué à la question ordinaire & extraordinaire, pour avoir par sa bouche la révélation de ses complices & la vérité d'aucuns faits résultans du procès ; déclare tous les biens dudit Pierre Renault fils acquis & confisqués au Roi ou à qui il appartiendra, sur iceux préalablement pris la somme de deux cens livres d'amende envers ledit Seigneur Roi, au cas que confiscation n'ait pas lieu à son profit. Surseoit à faire droit sur les plaintes & accusations intentées contre Jean Renault pere jusqu'après l'exécution du présent Arrêt à l'égard dudit Pierre Renault fils, pour les procès-verbaux de question & d'exécution dudit Pierre Renault fils faits, apportés au Greffe criminel de la Cour, les accusés prisonniers ramenés sous-bonne & sûre garde des prisons de Saint-Pierre-le-Moutier en celles de la Conciergerie du Palais, le procès communiqué au Procureur Général du Roi, être par lui requis & par la Cour ordonné ce qu'il appartiendra. Ordonne qu'à la requête du Procureur Général du Roi, le présent Arrêt sera imprimé, publié & affiché tant dans la ville de Saint-Pierre-le-Moutier & lieux circonvoisins, que dans la ville, fauxbourgs & banlieue de Paris, & par-tout où besoin sera ; & , pour le faire

mettre à exécution, renvoie lesdits Jean & Pierre
Renault pere & fils prisonniers pardevant le Lieu-
tenant Criminel dudit Bailliage de Saint-Pierre-le-
Moutier. Fait en Parlement en Vacations le quinze
Octobre mil sept cent quatre - vingt - quatre.
Collationné DEBRET.

Signé LECOUSTURIER.

A PARIS, chez P. G. SIMON, & N. H. NYON,
Imprimeurs du Parlement, rue Mignon, 1784.